



Compte rendu technique et financier

compte rendu d'exécution intermédiaire relatif à la tranche
n° 3

convention-programme



*Titre du projet : Programme d'Appui au développement Local
de la région de Mopti et d'Education au Développement dans
les Yvelines (PADLM –EAD)*

Convention n° AFD CML 1274-01

Période couverte par le présent compte rendu: 1er avril 2012-30 juin2013

Date de rédaction du présent compte rendu : juillet 2013

Nom de la personne référente à contacter si nécessaire : Didier OUEDRAOGO

Nom de l'ONG : ACTION MOPTI

SIGLES ET ABBREVIATIONS

| | |
|----------|---|
| AE | Académie d'Enseignement |
| AESN | Agence des Eaux Seine Normandie |
| AFD | Agence Française de Développement |
| AGR | Activités Génératrices de Revenus |
| AIMF | Association Internationale des Maires Francophones |
| AJLM | Association des jeunes lecteurs de Mopti |
| ANICT | Agence Nationale des Investissements des Collectivités Territoriales |
| ARM | Assemblée Régionale de Mopti |
| ASACO | Association de Santé Communautaire |
| ATPC | Assainissement Total piloté par la communauté |
| BICO | Bilan Communal |
| CAPE | Centre d'Animation Pédagogique |
| CASQY | Communauté d'Agglomération de St Quentin en Yvelines |
| CECI | Coopération canadienne |
| CEFODE | Coopération et formation au développement |
| CFEPCEF | Certificat de Fin d'Etude du Premier Cycle de l'Enseignement Fondamental |
| CCO | Comité Communal d'Orientation |
| CGS | Comité de gestion scolaire |
| CRSB | Comité Régional de suivi budgétaire |
| COSC-EPT | Coalition des Organisations de la Société Civile pour l'Education Pour Tous au Mali |
| CRSB | Comité Régional de Suivi Budgétaire |
| CCOCSAD | Comité Communal d'Orientation, de Concertation et de Suivi des Actions de Développement |
| CLOCSAD | Comité Local d'Orientation, de Concertation et de Suivi des Actions de Développement |
| CROCSAD | Comité Régional d'Orientation, de Concertation et de Suivi des Actions de Développement |
| CSC | Centre de Santé de Cercle |
| CSCOM | Centre de Santé Communautaire |
| CSCR | Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté |
| CSREF | Centre de Santé de Référence |
| CTDL | Collectivités Territoriales et Développement Local |
| DRACPN | Direction Régionale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances |
| DRDSES | Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire |
| DRH | Direction Régionale de l'hydraulique |
| DRJSAC | Direction Régionale de la Jeunesse, du Sport, des Arts et de la Culture |
| DRPF | Direction Régionale de la Promotion de la Femme |
| DRPSIAP | Direction Régionale du Plan, de la Statistique, de l'Informatique, de l'aménagement du Territoire et de la Population |
| DRS | Direction Régionale de la Santé |
| EAD | Education Au Développement |
| ECED | Espaces Communautaires d'Expression Démocratique |
| EDEN | Energie Déplacement Environnement |
| FADL | Fonds d'Appui au Développement Local |

| | |
|------------------|--|
| FERASCOM | Fédération des associations de santé communautaire |
| FIDA | Fonds international pour le développement agricole |
| FLE/FOS | Français langue étrangère/Français sur objectifs spécifiques |
| F3E | Fonds pour la Promotion des Etudes préalables, Etudes transversales et Evaluation. |
| GIE | Groupement d'Intérêt Economique |
| IEC | Information Education Communication |
| IFM | Institut de Formation des Maîtres |
| IST | Infections Sexuellement Transmissibles |
| IOV | Indicateurs Objectivement Vérifiables |
| OMD | Objectifs du millénaire |
| OCB | Organisation Communautaires de Base |
| ONUFEMMES | Organisation des nations unies pour la promotion et l'autonomisation de la femme |
| OSC | Organisation de la Société Civile |
| PACR | Programme d'Appui Aux Collectivités Rurales |
| PADLM-EAD | Programme d'Appui au Développement Local de la région de Mopti et d'Education dans les Villages |
| PDC | Programme de Développement Communal |
| PDES | Programme de Développement Economique et Social |
| PDSEC | Programme de Développement Social Economique et Culturel |
| PGP | Programme de gouvernance partagée (Phase 2) |
| PHAST/SARAR/GIRE | Participation à la transformation de l'hygiène et de l'assainissement/Gestion intégrée des eaux |
| PISE | Programme investissement du secteur éducatif |
| PMR | Programme de Micro-finance Rurale |
| PREFOD | Programme Régional de Formation des Acteurs de la Décentralisation |
| PRODEC | Programme décennal de développement de l'éducation |
| PRODEJ | Programme Décennal de Développement de la Justice |
| PRODESS | Programme décennal de Développement Social et Sanitaire |
| PROTOS | ONG belge (eau, assainissement, intermédiation sociale) |
| PRPM | Programme de Réduction de la Pauvreté à Mopti |
| PSEau | Programme Solidarité Eau |
| PTAT | Plan triennal d'appui technique |
| REPTA | Réseau Education Pour Tous |
| SCAC | Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France |
| UNICEF | Organisation des Nations Unies pour l'Enfance |
| USAID | Agence Américaine de Développement International |

I/ Rappel succinct du contexte initial de mise en œuvre du projet

1. Zones géographiques prévues par l'action

Au Mali, le programme couvre douze communes des cercles de Bandiagara, Djenné, Douentza et Mopti de la région de Mopti, soit 4 communes urbaines (Mopti, Djenné, Bandiagara et Douentza) et 8 communes rurales (Konna, Borondougou, Fatoma, Madiama, Fakala, Sangha, Dandoli et Danagal-Boré)

En France, le programme d'Education au Développement (EAD) couvre la Communauté d'Agglomération de Saint Quentin en Yvelines (CASQY), la commune de Maurepas et les communes voisines.

2. Calendrier prévu des réalisations

Le calendrier prévisionnel des activités du PADLM couvre la période allant du 1er avril 2012 au 31 mars 2013

3. Description succincte de l'action, rappel des objectifs de départ et de la problématique visée

Le Mali est l'un des pays les plus pauvres du monde. Mopti, 5^e région de ce pays et zone d'intervention du programme, a l'indice de développement humain le plus bas du pays, avec un revenu annuel par habitant de 87 €, environ 72% de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les très faibles taux de scolarisation, d'accès aux soins et à l'eau potable constituent de véritables obstacles au développement local.

La gouvernance locale est marquée par de nombreuses faiblesses et insuffisances :

- une insuffisance de concertation et de coopération entre les acteurs
- une faible implication des acteurs de la société civile locale dans les prises de décision
- une faible mobilisation des ressources propres au bénéfice du développement local (moins de 20%), des services sociaux déficitaires
- la non valorisation des potentiels économiques des communes

En France, on note une difficulté de perception claire des problématiques du développement en Afrique subsaharienne dans le contexte des rapports Nord/Sud et des enjeux relatifs au développement durable, tant sur le plan de l'environnement que sur les plans économique et humain. Dans ce contexte, la coopération Nord/Sud et l'éducation au développement constituent une question essentielle et des enjeux majeurs de solidarité internationale.

Le PADLM - EAD (Programme d'Appui au développement de la région de Mopti et d'éducation au développement dans les Yvelines) initié par notre organisation pour la période 2010-2012, est pertinent et justifié par l'appui important qu'il apporte aux programmes locaux (PDSEC), dans le cadre des programmes nationaux du Mali (CSCR, PRODESS, PRODEC) en vue de créer les conditions favorables à une politique de développement local durable.

A travers un tel programme, Action Mopti entend contribuer à l'objectif du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) élaboré par le Mali pour la période 2007-2011: « lutter contre la pauvreté par des prestations de services socio-économiques améliorées et par la décentralisation », et en France, mobiliser les habitants de Maurepas et des communes voisines (bassin saint-quentinois) sur les enjeux et contraintes d'un développement durable et solidaire au Mali.

Rappel des objectifs de départ

Objectifs généraux:

- **Renforcer, d'ici 2012, les capacités d'administration et de bonne gouvernance des collectivités partenaires afin de générer une dynamique participative de développement territorial durable**
- Contribuer, d'ici 2012, au renforcement du partenariat Nord/Sud et à la solidarité entre les sociétés civiles française et malienne

Objectifs spécifiques :

- Améliorer la gouvernance locale et le développement local dans les zones d'intervention du programme
- Améliorer et renforcer l'accès des citoyens aux services sociaux de base dans la logique d'un développement durable

- Sensibiliser et mobiliser les habitants de Maurepas, Coignières, de la CASQY et des communes voisines des Yvelines sur les enjeux et contraintes d'un développement solidaire

4. Principaux partenaires prévus et rôle dans le projet

Les ressources prévisionnelles de la troisième année du PADLM-EAD doivent être assurées par l'AFD à hauteur de 44% et le montant restant par les principaux partenaires suivants :

- Ressources d'origine privée (F3E, PROTOS, Talent et Partage et EDEN) à hauteur de 16%
- Ressources d'origine publique (SEDIF, Mairie Mopti, Communauté d'Agglomérations St Quentin-en-Yvelines, Ville de Maurepas, Ville de Coignières, Conseil Général des Yvelines, Conseil régional IDF, UNICEF, USAID / PGP, ONUFEMMES, PMR/FIDA et l'AGENCE DES EAUX SEINE NORMANDIE) à hauteur de 40%

5. Groupes cibles prévus

Les populations des quatre cercles sont les principaux bénéficiaires du projet. Sa mise en œuvre s'appuie sur les élus locaux, acteurs de l'éducation, associations et groupements communautaires.

Dans le domaine de la décentralisation et du développement local, les groupes cibles des diverses formations sont 568 élus, 51 personnels des communes (3 pour chacune des 17 collectivités partenaires : le secrétaire général, le régisseur des dépenses et le régisseur des recettes), les membres des comités de gestion des projets cofinancés.

Dans le domaine de l'éducation, les bénéficiaires directs au niveau de l'enseignement formel sont tous les élèves des écoles partenaires du premier cycle, qui bénéficient des animations lecture, et d'un accès au livre, soit un total de 16 écoles régulièrement touchées en 2011-2012.

En estimant à 75 le nombre d'élèves par classe, le programme d'accès à la lecture a touché environ 7200 élèves, âgés de 6 à 14 ans. Au niveau de l'alphabétisation en français, c'est environ 500 jeunes adultes analphabètes ou illettrés impliqués dans la vie active qui bénéficient de cours du soir.

Les bénéficiaires des formations sont les conseillers pédagogiques, 120 enseignants et directeurs en poste dans les écoles partenaires et les élèves maîtres de l'IFM.

Les femmes et les enfants sont les bénéficiaires directs des actions sanitaires. Il s'agit des femmes de 15-45 ans et des enfants de 0-5 ans. Les cibles directes sont les femmes leaders bénévoles regroupées en association intervenant en appui aux actions de sensibilisation et d'éducation sanitaire, les élus, les membres des organes dirigeants des ASACO, les agents et auxiliaires de santé (matrones, accoucheuses traditionnelles, infirmières obstétriciennes et sages-femmes).

Dans le cadre de l'Education au Développement et à la Solidarité Internationale, les bénéficiaires directs du programme sont les jeunes (futurs citoyens) et les adultes des Yvelines en France. Les groupes cibles sont les élèves et les enseignants des établissements scolaires, ainsi que les adultes des communes de Maurepas et communes voisines.

II/ Le cas échéant, principales évolutions intervenues dans le contexte du projet durant la période écoulée

1. Dans le contexte politique, économique ou social

En janvier 2012, avec le coup d'état militaire, la situation sécuritaire au nord-Mali qui était difficile depuis avril 2011 s'est amplifiée, rendant impossible notre intervention dans la zone de Konna, Douentza et une partie de Djenné. Cette situation s'est détériorée davantage avec l'occupation de Konna par les djihadistes.

L'intervention des forces spéciales françaises a permis la libération de l'ensemble de notre zone d'intervention. Cependant la sécurité n'étant pas totalement revenue, on y éprouve quelques difficultés quant à la conduite de nos activités.

2. Dans le calendrier de réalisation (période effectivement couverte)

La période effectivement couverte par les activités du PADLM pendant l'An 3 va du 1er avril 2012 au 30 juin 2013, soit 15 mois.

3. Dans les zones géographiques effectivement couvertes par l'action

Le programme se réalise dans deux zones : en France et au Mali. Seule la zone du Mali a connu une modification.

Au Mali, le programme couvre maintenant 29 communes des cercles de Bandiagara, Djenné, Douentza, Bankass, Koro et Mopti de la région de Mopti soit 5 communes urbaines (Mopti, Djenné, Bandiagara, Bankass et Koro) et 24 communes rurales (Fatoma, Konna, Borondougou, Kounari, Bassiro, Sio, Socoura, Madiama, Fakala, Dandougou-Fakala, Sangha, Dandoli, Pignari-Bana, Doucombo, Dourou, Soroli, Dangal-Boré, Dougouténé1, Dougouténé2, Youdiou, Barapireli, Diallassagou, Segué, et Kani-Bonzon), réparties comme suit :

| Zones d'intervention | Population (RGPH-2009) | Nombre de communes | Communes couvertes par le PADLM |
|-----------------------------|-------------------------------|---------------------------|--|
| Cercle de Mopti | 368 512 | 15 | Mopti, Fatoma, Konna, Borondougou, Kounari, Bassiro, Sio, Socoura |
| Cercle de Bandiagara | 317 965 | 21 | Bandiagara, Dandoli, Sangha, Pignari, Bana, Doucombo, Dourou, Soroli |
| Cercle de Djenné | 207 260 | 12 | Djenné, Fakala, Madiama, Dandougou, Fakala |
| Cercle de Douentza | 247 794 | 15 | Dangal-Boré |
| Cercle de Koro | 361 944 | 16 | Dougouténé1, Dougouténé2, Youdiou, Barapireli, Koro, |
| Cercle de Bankass | 263 446 | 12 | Diallassagou, Bankass, Segué, Kani-bonzon |

4. Concernant les principaux partenaires et parties prenantes impliqués dans le projet

Les partenaires initialement prévus sont :

- AFD
- F3E, PROTOS, Talent et Partage et EDEN
- SEDIF, Mairie Mopti, Communauté d'Agglomérations St Quentin en Yvelines, ville de +
- Maurepas, ville de Coignières, Conseil Général des Yvelines, Conseil Régional Ile De France, UNICEF, USAID / PGP, ONUFEMMES, PMR/FIDA et l'Agence des Eaux Seine Normandie

Les partenaires effectivement impliqués sont :

- AFD
- EDEN
- Communauté d'Agglomération St Quentin-en-Yvelines, Ville de Maurepas, Ville de Coignières, Conseil Général des Yvelines, UNICEF, ONUFEMMES, PMR/FIDA

Les nouveaux partenaires sont :

- la mairie de Bandiagara, financement AIMF (Association Internationale des Maires Francophones)

5. Concernant les groupes cibles mobilisés

Le programme s'est étendu en année 3 aux populations des cercles de Koro et Bankass. Sa mise en œuvre s'appuie sur les élus locaux, acteurs de l'éducation, de la santé, de l'Eau Hygiène Assainissement, associations et groupements communautaires des 6 cercles de la région de Mopti.

Dans le domaine de la décentralisation et du développement local, la taille des groupes cibles concernant les diverses formations a légèrement diminué (497 élus, 31 personnels), de même en ce qui concerne les membres des comités de gestion des projets cofinancés.

Dans le domaine de l'éducation, les bénéficiaires directs au niveau de l'enseignement formel sont tous les élèves des écoles partenaires du premier cycle, qui bénéficient de l'accès au livre et des animations lecture. Le programme s'est étendu en année 3 à 49 autres établissements scolaires du cercle de Mopti, Bandiagara, Koro et Bankass. Le programme d'accès à la lecture et à l'approche hygiène en milieu scolaire a touché plus du double de la prévision (17602 élèves, âgés de 6 à 14 ans).

Les cours dispensés dans les centres Alpha sont efficaces : la totalité des auditeurs évalués ont réussi les tests de fin d'année. Ils se répartissent comme suit : 54 à Mopti, 18 à Sévaré, 8 à Konna et 13 à Médinacoura.

Le nombre des bénéficiaires des formations a augmenté (17 conseillers pédagogiques, 310 enseignants, 59 directeurs en poste dans les écoles partenaires et 350 élèves maîtres de l'IFM (Institut de Formation des Maîtres)).

Les bénéficiaires directs des actions sanitaires ont également augmenté. Il s'agit des femmes de 15-45 ans et des enfants de 0-14 ans, des relais de communication intervenant en appui aux actions de sensibilisation et d'éducation sanitaire, des élus, des membres des organes dirigeants des ASACO, des agents et auxiliaires de santé (matrones, accoucheuses traditionnelles, infirmières obstétriciennes et sages-femmes).

6. Concernant les activités prévues

Du fait de la suspension des financements de MSI/USAID et de PMR/FIDA les activités suivantes n'ont pu être réalisées intégralement :

- Appuyer légalement les collectivités partenaires à se doter de programmes et budgets
- Contribuer techniquement et financièrement à la mise en œuvre de projets conjoint
- Aider les collectivités partenaires à mieux maîtriser et appliquer les procédures de la décentralisation
- Appui institutionnel à l'Assemblée Régionale de Mopti

Il est à noter que ces activités ont repris depuis mai 2013.

Les activités en lien avec l'Alliance Française de Mopti n'ont pas pu se tenir correctement du fait de la fermeture de ses locaux, en raison de l'insécurité de la zone. Il s'agit des activités relatives à l'accès à la lecture et à l'apprentissage du FLE.

Par contre les activités relatives à l'amélioration des Capacités des Organisations de la Société Civile inclusives des femmes ainsi que celles relatives à l'hygiène et l'assainissement se sont déroulées normalement et ont dépassé de loin nos prévisions.

III/ Les réalisations - (3 à 15 pages maximum)

z. tableau synthétique

| OBJECTIFS SPECIFIQUES | RESULTATS ATTENDUS | PRINCIPALES ACTIVITES DE LA TRANCHE PREVUES PAR OBJECTIFS | PRINCIPALES ACTIVITES REALISEES DURANT LA TRANCHE ECOULEE | INDICATEURS DE SUIVI DE LA TRANCHE PREVUS – A CHIFFRER SI POSSIBLE | INDICATEURS DE SUIVI MESURABLES EN FIN DE TRANCHE |
|---|--|--|--|--|--|
| OBJECTIF 1: Faciliter l'accès des citoyens aux services sociaux de base (santé, éducation, culture, hydraulique, hygiène, assainissement...) pour leur bien-être | Résultat 1: Les capacités d'administration et de gestion des collectivités partenaires sont améliorées | activité 1 : Appuyer légalement les collectivités partenaires à se doter de programmes et budgets | La ville de Mopti a été appuyée dans le cadre de la révision de son plan de développement communal 10 communes ont été assistées dans l'élaboration de leurs budgets primitifs 2013 et budgets additionnels 2012 | 100% des collectivités partenaires organisent annuellement des débats publics 100% de collectivités partenaires présentent un bilan annuel et organisant annuellement des réunions publiques de restitution du compte administratif 82% de collectivités partenaires ayant des commissions de travail fonctionnelles | Toutes les 29 communes couvertes ont organisé les débats publics autour du budget primitif 2013 Toutes les 29 communes couvertes ont organisé le bilan des activités 2012 et restitué le compte administratif 2012 Au niveau des collectivités partenaires : 100% des Commissions Finances sont fonctionnelles 100% des Commissions Educations et Santé sont fonctionnelles 100% des Commissions Environnement Art et Culture sont fonctionnelles |
| | | activité 2 : Contribuer techniquement et financièrement à la mise en œuvre de projets conjoints | Accompagnement de 1075 ruraux à avoir accès aux produits des microfinances. | | |
| activité 3 : Aider les collectivités partenaires à mieux maîtriser et appliquer les procédures de la décentralisation | | | | | |
| activité 4 : Appui institutionnel à l'Assemblée Régionale de Mopti | Réalisé en An 2 | | | | |
| activité 5 : Capacité améliorée des OSC inclusives des femmes | Mise en place et formation de 8 réseaux locaux et 1e réseau régional de Femmes élues leaders Dotation du réseau des femmes en kit de communication Création de 5 centres de transformation et de commercialisation des produits locaux | | | | |
| | Résultat 2: La gestion des services sociaux de base dans le secteur de l'éducation est améliorée | activité 1 : La fourniture des services sociaux de base en éducation est améliorée | 1300 élèves des écoles partenaires ont bénéficié d'animation lecture Distribution 2 600 exemplaires de livres Croco dans 16 écoles Formation de 350 élèves maîtres de l'IFM de Sévaré en animation lecture, en gestion d'une bibliothèque Animation de cours du soir et évaluations à mi-parcours dans 4 centres d'alphabétisation (154 auditeurs) Formation en approche hygiène en milieu scolaire de 135 enseignants, 49 directeurs d'école et 15 490 élèves dont 40 des clubs d'hygiène | 90% des enfants des écoles partenaires formées et fournies en albums fréquentent les coins lecture 90% des auditeurs des cours d'alphabétisation en français qui réussissent les tests de fin d'année 70% des auditeurs des cours d'alphabétisation en français qui réussissent les tests de fin d'année | 95% des enfants des écoles partenaires formées et fournies en albums fréquentent les coins lecture 90% des auditeurs des cours d'alphabétisation en français qui réussissent les tests de fin d'année |
| | | activité 2 : L'accès à la lecture et à l'apprentissage du FLE est amélioré | L'Alliance Franco Malienne de Mopti n'a pas eu un fonctionnement régulier, en raison de la crise. De ce fait cette activité n'a pas eu lieu | | |
| | | activité 3 : Collaboration avec l'alliance franco-malienne | AM a participé à l'encadrement et au suivi d'une volontaire du Service civique, dans le Programme Réciprocité pour le compte de l'Alliance Franco-Malienne | | |
| | | activité 4 : Amélioration de l'accès et la qualité de l'éducation au niveau du second cycle de l'enseignement fondamental dans la région de Mopti | Formation en approche hygiène en milieu scolaire de 17 conseillers pédagogiques, 57 enseignants, 9 directeurs d'école et 2 112 élèves dont 9 des clubs d'hygiène | | |
| OBJECTIFS SPECIFIQUES | RESULTATS ATTENDUS | PRINCIPALES ACTIVITES DE LA TRANCHE PREVUES PAR OBJECTIFS | PRINCIPALES ACTIVITES REALISEES DURANT LA TRANCHE ECOULEE | INDICATEURS DE SUIVI DE LA TRANCHE PREVUS – A CHIFFRER SI POSSIBLE | INDICATEURS DE SUIVI MESURABLES EN FIN DE TRANCHE |

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|---|
| | | | | | |
| OBJECTIF 1 (suite) : Faciliter l'accès des citoyens aux services sociaux de base (santé, éducation, culture, hydraulique, hygiène, assainissement...) pour leur bien-être | Résultat 3: La fourniture des services sociaux de base en santé est améliorée | activité 1 : Les communes contribuent/fournissent l'appui pour la résolution des problèmes de santé. | Diagnostic terrain des 13 CSCOM Orientation et information en bambara de 250 femmes sur les IST, le VIH et le SIDA Formation de 50 pairs éducateurs, 36 enseignants, 15 agents de santé (Médecins /Infirmiers) Appui de 4 associations de PV-VIH en AGR | Niveau de connaissance des modes de transmission et de protection des IST VIH par le public cible | Niveau de connaissance : Par rapport au VIH SIDA 79% chez les hommes 70% chez les femmes par rapport aux moyens de prévention du VIH/SIDA 43% chez les hommes 21% chez les femmes par rapport aux modes de transmission du VIH/SIDA 36% chez les hommes 34% chez les femmes |
| | | activité 2 : La couverture et la qualité des soins sont améliorées pour le bien-être des citoyens | Appui en réactifs et équipements médicaux Appui de 3 CSCOM et 2 CSREF par rapport au dépistage volontaire et la prise en charge des personnes infectées et affectées par le VIH et le SIDA Mise en place d'un programme de prévention palu dans les CSCOM de Mopti | | |
| | Résultat 4 : La fourniture des services d'eau et assainissement est améliorée | activité 1 : Pavage des rues et réalisation de réseaux d'égouts à faible diamètre (REFAID) dans 2 rues de Mopti | Accompagnement de la ville de Mopti dans le cadre de la maîtrise d'œuvre sociale du projet assainissement rue 212 du quartier Toguel à Mopti | 100% des points d'eau potable (puits à grand diamètre) réalisés par le projet bien gérés 100% des ménages des villages concernés par l'ATPC qui réalisent des latrines suite à un processus à l'état FeDaL | 100% des points d'eau potable (puits à grand diamètre) réalisés par le projet bien gérés 69% des ménages des villages concernés par l'ATPC qui réalisent des latrines suite à un processus à l'état FeDaL |
| | | activité 2 : Appui à la mise en place et suivi des comités hygiène/d'assainissement des rues aménagées | Un comité d'hygiène/assainissement opérationnel a été mis en place à Toguel | | |
| | | activité 3 : Appui à la réalisation de projets d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement | Accompagnement de la ville de Bandiagra dans le cadre de la maîtrise d'œuvre sociale du projet eau potable | | |
| | | activité 4 : Formation des comités de gestion et des exploitantes en PHAST/SARAR et la GIRE | 39 établissements scolaires sont accompagnés dans le cadre de promotion de l'hygiène 77 villages sont accompagnés dans la mise en œuvre du programme d'assainissement Totale Piloté par la Communauté - ATPC | | |
| | Résultat 5 : les habitants de Maurepas et des communes voisines ont une meilleure connaissance des enjeux et problématiques d'un développement durable et solidaire au Mali | activité 1 : organisation des jeux et séances de sensibilisation dans les collèges et lycées yvelinois | 580 élèves de lycées et collèges ont été sensibilisés | 80% des enseignants touchés par des interventions sont intéressés par un prolongement/approfondissement de l'intervention 60% des élèves touchés par les interventions obtiennent la moyenne ou plus aux tests d'évaluation | 100 % des enseignants sont intéressés par un approfondissement 90 % des élèves ont obtenu la moyenne ou plus au test |
| | | activité 2 : organisation de rencontres et conférences sur les enjeux du développement dans les pays du Sud | Participation à des conférences-débats (~ 450 personnes), des rencontres de travail, des forums | | |
| | | activité 3 : accueil et encadrement de stagiaires (Université de St Quentin et France Volontaire) | Encadrement de 1 stagiaire de l'université UVSQ Encadrement de 2 volontaires du Service Civique | | |

1. Qualité de l'implication des principaux partenaires au cours de l'année,

Au cours de la troisième année du programme la qualité de l'implication des principaux partenaires se manifeste de façon différente. De manière générale, l'implication des principaux partenaires s'est améliorée :

- Des rencontres, et des échanges avec l'AFD ont permis de s'accorder sur les difficultés rencontrées et de trouver ensemble des solutions

- L'évaluation de la composante santé du programme commandité par l'AFD au Mali et dans notre zone d'intervention a permis d'améliorer l'orientation de notre intervention

L'ONUFEMMES, l'UNICEF et le PMR/FIDA ont effectué régulièrement des missions de supervision. Elles ont permis de mieux maîtriser l'état d'avancement des activités ; ce qui a par ailleurs facilité l'obtention des financements additionnels prolongeant ainsi l'activité et élargissant nos financements. Toutes choses qui ont pallié la suspension de financements de certains bailleurs avec lesquels nous avons conservé nos relations institutionnelles, dans l'attente de meilleures perspectives.

2. Estimations chiffrées des groupes cibles mobilisés en précisant leur nature

Les principaux bénéficiaires du projet se trouvent parmi les 1 766 921 habitants ((RGPH 2009) qui peuplent les six cercles.

Dans le domaine de la décentralisation et du développement local, les groupes cibles sont : 497 élus, 31 agents communaux, 47 comités d'hygiène, 8 réseaux locaux et 1 réseau régional des femmes leaders et femmes élues

Dans le domaine de l'éducation, les bénéficiaires directs font partie des 17 602 élèves, 500 jeunes adultes analphabètes ou illettrés, 17 conseillers pédagogiques, 310 enseignants, 59 directeurs en poste dans les écoles partenaires et 350 élèves maîtres de l'IFM.

Dans le domaine de la santé les bénéficiaires font partie des 892 991 femmes (RGPH 2009), et des 706 768 enfants de 0-14 ans, il y a 21 relais communautaires de communication, 50 pairs éducateurs, 147 élus des ASACO, 124 agents et auxiliaires de santé (matrones, accoucheuses traditionnelles, infirmières obstétriciennes et sages-femmes) de 13 CSCOM.

Dans le domaine de l'Eau-Hygiène-Assainissement, les bénéficiaires sont :

- Assainissement : 19 902 hommes et femmes des 47 villages de Bankass, Koro, Bandiagara et Mopti
- Eau potable : 25 564 habitants de Bandiagara, 75 membres d'associations d'usagers d'eau potable

Dans le cadre de l'Education au Développement et à la Solidarité Internationale, les bénéficiaires directs du programme sont les jeunes (futurs citoyens) et les adultes des Yvelines en France. Les groupes cibles sont les élèves et les enseignants des établissements scolaires. 480 élèves et 25 étudiants de l'Université ont été sensibilisés aux questions de développement et de la Solidarité internationale, ainsi que les adultes des communes de Maurepas, Coignières et de celles de la CASQY.

3. Analyse et commentaire en se référant au tableau :

Par rapport au résultat 1 : "Les capacités d'administration et de gestion des collectivités partenaires sont améliorées" :

- Sur 5 activités programmées, 3 ont été entièrement réalisées

- L'activité relative à l'accompagnement des collectivités à mieux maîtriser et appliquer les procédures de la décentralisation n'a pas pu se réaliser à cause de la situation sécuritaire de notre zone d'intervention

- Malgré cet état de fait, il est à constater que toutes les 29 communes encadrées ont pu élaborer leurs budgets primitifs et additionnels ainsi que les comptes administratifs dans le délai requis. Trois des commissions de travail sont fonctionnelles dans les 29 communes. Il s'agit des commissions de Finance, Santé/éducation et Environnement/art/culture

- L'activité relative à l'appui institutionnel au Conseil Régional a été entièrement réalisée en An 2

Par rapport au résultat 2 : "La gestion des services sociaux de base dans le secteur de l'éducation est améliorée" :

- Les activités en lien avec l'Alliance Franco-Malienne de Mopti ont été perturbées par la fermeture des locaux du fait de la situation sécuritaire de la zone

- Cependant les autres activités concernant l'amélioration des services sociaux de base en éducation ont été réalisées avec succès. Nous constatons que le taux de fréquentation des coins de lecture atteint les 95% et que 90% des auditeurs ont réussi le test de fin d'année

Par rapport au résultat 3 : "La fourniture des services sociaux de base en santé est améliorée" :

- Les deux activités programmées ont été réalisées avec succès. On constate d'une part que le niveau de connaissance de la population à propos du VIH et du SIDA, ainsi que des moyens de prévention et des modes de transmission, s'est amélioré. D'autre part les communes impliquent davantage les ASACO au processus de budgétisation du secteur de la santé

Par rapport au résultat 4 : "La fourniture des services d'eau et assainissement est améliorée"

Toutes les activités programmées ont été entièrement exécutées :

- Les résultats obtenus sont satisfaisants. Tous les puits aménagés sont opérationnels et bien gérés

- Les 2/3 des ménages concernés par le programme ont réalisé des latrines par eux-mêmes et avec leurs propres moyens. Nous constatons la fin de défécation en plein air des 2/3 des villages encadrés

Par rapport au résultat 5 : "Les habitants de Maurepas et des communes voisines (CASQY, Coiginères) ont une meilleure connaissance des enjeux et problématiques d'un développement durable et solidaire au Mali" :

- Toutes les activités programmées ont été entièrement exécutées et l'intérêt pour la compréhension des enjeux au Sud, notamment au Mali s'est accru

- A l'issue des tests organisés, on constate que 90% des élèves ciblés par le programme connaissent le Mali, sont solidaires aux problématiques de son développement et soutiennent leurs engagements par des cotisations en vue de mener une action à Mopti

- On constate également que tous les enseignants de la zone d'intervention sont intéressés par l'approfondissement de l'action

4. Actions spécifiques réalisées en matière de prise en compte du genre et d'égalité hommes/femmes

- **Genre et décentralisation:** Appui à la mise en place du réseau des femmes leaders et femmes élues et dotation en kit de communication, organisation d'une conférence sur la thématique « Femmes et Election » ; appui à la dimension genre dans les stratégies et programmes de développement et à la mise en place de la budgétisation de ces programmes dans 6 communes
- **Autonomisation économique des femmes rurales :** aménagement de périmètres maraichers, acquisition d'équipements technologiques énergétiques et d'unités de transformation adaptées, promotion de l'entreprenariat des femmes rurales

5. Actions de valorisation et de communication données au projet

- Un film documentaire de 25 minutes portant sur les réalisations du PADLM a été produit et diffusé

- La parution en novembre 2012 de la lettre n°37 d'Action Mopti, sa diffusion à travers le site www.actionmopti.org ainsi que sa distribution auprès des partenaires

- Deux (2) conférences, l'une sur le rôle des matières premières dans le développement de l'Afrique et l'autre sur la situation du Mali, ont été organisées à Maurepas

- Participation à des journées de rencontres, des forums et des réunions de travail (Conseil Général des Yvelines, Conseil Régional Rhône Alpes, Conseil Général d'Ille et Vilaine, CUF, AFD, PSEAU ...)

IV/ Conclusion de la période écoulée - (3 pages maximum)

1. Conclusion de la période écoulée et appréciation globale concernant l'évolution du projet et le degré de réalisation,

Globalement le niveau de réalisation des activités prévues pour la troisième année du programme dépasse largement la moyenne.

Dans le domaine de la décentralisation et de la gouvernance, il faudra noter que :

- au niveau du volet genre et décentralisation, toutes les activités prévues ont été réalisées avec un dépassement significatif
- au niveau de la gouvernance, les appuis destinés aux élus locaux en vue de leur permettre de jouer leur rôle ont été réalisés

Dans le domaine de l'Eau-Hygiène-Assainissement, le volume des réalisations a dépassé la prévision avec un accent particulier sur le volet Hygiène et assainissement.

Dans le domaine de la santé et celui de l'éducation, le taux de réalisation des activités a atteint la prévision.

D'autres actions importantes prévues ont été réalisées dans le but d'améliorer la situation financière, organisationnelle et institutionnelle de l'ONG :

- l'audit financier et organisationnel
- l'évaluation externe du programme

2. Le cas échéant, impact mesurable des actions par rapport aux objectifs fixés, notamment en matière de lutte contre la pauvreté et de l'impact environnemental

Le programme a contribué à l'amélioration des conditions de vie et à la réduction de la pauvreté : meilleur accès des populations aux infrastructures et services de base, notamment dans les secteurs OMD, santé, éducation, eau, hygiène et assainissement.

Cent (100) emplois pour les jeunes ont été créés

3. Impact mesurable en matière de prise en compte du genre et d'égalité hommes/femmes

La mise en place du Réseau local et régional des femmes leaders et élues, la reconnaissance légale des OSC féminines, la mobilisation de l'épargne locale par les OSC et l'appui à l'autonomisation économique des femmes rurales ont contribué à l'amélioration des capacités des OSC inclusives de femmes.

4. Le cas échéant, principales difficultés rencontrées en cours d'exécution

Au cours de la mise en œuvre du PADLM An 3, les principales difficultés rencontrées sont :

- le non accès aux contributions financières de PROTOS, Talents et Partage, F3E, AESN et du Conseil Régional IDF
- la suspension des financements des projets en partenariat avec MSI/PGP et PMR/FIDA
- la lenteur de façon générale dans la mise à disposition des fonds alloués aux activités par les bailleurs
- la situation d'insécurité persistant au nord du Mali a mis à l'arrêt notre intervention dans la zone de Konna, Douentza et une partie de Djenné

5. Le cas échéant, actions de capitalisations et/ou de plaidoyer réalisées

6. Si évaluation intermédiaire, interne ou externe, réalisée : principales conclusions.

Il n'y a pas eu d'évaluation intermédiaire. Mais le PADLM a fait l'objet d'un audit financier, organisationnel et institutionnel, et d'une évaluation externe intégrale. Ces deux études ont été réalisées selon les termes de notre convention passée avec l'AFD.

L'audit financier a livré les conclusions suivantes :

- Les états financiers donnent une image fidèle de l'ensemble des activités de l'ONG (Cf. les conclusions en Annexe)

- En ce qui concerne le respect des termes des accords de financement, l'ONG Action Mopti a respecté les clauses des conventions des partenaires dans leurs aspects les plus significatifs

- Dans le cadre du contrôle interne, les faiblesses suivantes ont été relevées :

- Absence de procédures pour les dépenses comprises entre 762 € et 1524 €
- Utilisation d'un référentiel comptable (SYSCOA) inapproprié. Mise en place d'un logiciel de comptabilité identique à celui du siège.
- L'évaluation externe a porté sur la totalité du programme, mis en œuvre durant trois ans. Les principales conclusions, rappelées dans le rapport final du PADLM et en Annexe, montrent que les activités inscrites pour répondre aux objectifs ont été réalisées dans leur quasi-totalité. Cependant des mesures plus efficaces pour en garantir la pérennisation devraient être prévues.

7. Le cas échéant, état de la mise en œuvre des engagements particuliers tels que spécifiés dans la convention (paragraphe 6).

La forme juridique, le siège social, l'objet et l'activité d'Action Mopti demeurent inchangés.

La mise en œuvre de la présente convention n'a pas nécessité l'obtention d'autorisation par loi ou réglementation. Toutefois, Action Mopti dispose d'un accord-cadre avec les autorités maliennes qui fait obligation de dépôt de son rapport annuel auprès du ministère de l'administration territoriale malienne.

Le document du programme n'a pas subi une modification substantielle. Cependant, suite au dispositif de suivi-évaluation, une nouvelle présentation du cadre logique a été élaborée et validée par l'AFD.

Conformément à ce qui est mentionné dans le paragraphe 6.5 des Engagements, Action Mopti a accueilli la mission commanditée par l'AFD sur le programme santé de son secteur géographique à Mopti. A cet effet, l'équipe terrain a été mobilisée pendant deux jours.

Tous les salariés d'Action Mopti disposent d'un contrat de travail, sont inscrits à l'INPS et à l'Assurance Maladie Obligatoire. Action Mopti est à jour par rapport à ses obligations fiscales (paiement des impôts, traitements sur les salaires- ITS, taxe sur le logement).

Au titre des financements complémentaires (cf. Engagements - paragraphe 6.7), le budget prévisionnel An3 a fait l'objet de modifications, qui ont reçu un accord de non objection de la part de l'AFD.

Les achats et marchés dont le coût unitaire est supérieur à 5000 € réalisés en an 3 sont :

| DESIGNATION | MONTANT CFA | MONTANT EN EURO | Observation |
|--|------------------------|----------------------------|---|
| Réhabilitation bâtiment Action Mopti | 6 861 310 | 10 460 | Passation de marché sur Dossiers d'appel d'offre |
| Evaluation du PADLM | 3 960 000 | 6 037 | Passation de marché dossier publié sur le site Mali Page |
| Fourniture réactifs et équipement médicaux CSCOM JP | 8 529 125 | 13 003 | Passation de marché sur Consultation restreinte |
| Travaux de réhabilitation de 3 unités de transformation des produits locaux | 11 948 256 | 18 215 | Passation de marché sur Dossiers d'appel d'offre |
| Achat voiture Duster | 12 125 000 | 18 484 | Achat chez SERA, unique concessionnaire, agréé au Mali |

Aucun achat ou marché de services d'un montant supérieur aux seuils ci-dessous n'a été réalisé. Il s'agit de :

100 000 € pour les marchés de prestation intellectuelles et marchés de services ;

500 000 € pour les marchés de travaux et de fournitures.



COMPTE RENDU FINANCIER AN 3

ANALYSE ET COMMENTAIRES

| Compte-rendu annuel des ressources | | Convention AFD CML 1274-01 | | | | | | | | | | |
|--|---------------------------------------|---|-----------------------|---------------------------------------|---------------------------------|---------------------------|-----------------------|---------------------------------------|-----------------------------|---------------------------|-----------------------|------------------------------|
| Date: 10/10/2013 Nom: J.Péguet Signature: | | Compte-rendu financier annuel des ressources AN 3 | | | | | | | | | | |
| Origine des Ressources | a | b | c | d | e | f | g | h | i | j | k | l |
| | Ressources prévues convention Année 1 | Ressources reçues Année 1 | Ressources consommées | Ressources prévues convention Année 2 | Ressources révisées (3) Année 2 | Ressources reçues Année 2 | Ressources consommées | Ressources prévues convention Année 3 | Ressources révisées Année 3 | Ressources reçues Année 3 | Ressources consommées | Variation en % consommés/é/é |
| 1. Ressources propres | | | | | | | | | | | | |
| 1.1 Ressources propres d'origine privée | | | | | | | | | | | | |
| Action Mopti | 26 794 | 26 417 | 26 417 | 26 794 | 27 594 | 14 052 | 14 052 | 26 795 | 32 925 | 29626 | 29626 | 0% |
| F3E | | | | | | | | 18 294 | 20 294 | 0 | 0 | |
| Fondation de France* | 25 000 | 12 500 | 12 500 | 25 000 | 12 500 | 12 500 | 12 500 | 25 000 | 0 | 0 | 0 | |
| Association Expression Partage | 5 049 | 0 | | 5 049 | 0 | 0 | | 5 049 | 0 | 0 | 0 | |
| Groupe Pivot/Mairie Maurepas* | 12 196 | 0 | | | | | | | | 0 | 0 | |
| PROTOS * | 15 245 | 17 569 | 17 569 | 15 245 | 0 | 0 | | 15 245 | 9 643 | 0 | 0 | |
| CECI* | 15 245 | 21 273 | 21 273 | | | | | | | | | |
| Labo Allergan | | | | | 5 000 | 4 900 | 4 900 | | | 5000 | 5000 | 0% |
| Anny Poursinoff | | | | | 4 000 | 4 000 | 4 000 | | | 0 | 0 | |
| Talent et Partage | | | | | 6 000 | 0 | | | 7 500 | 0 | 0 | |
| Fondation Veolia | | | | | 25 000 | 0 | | | | 0 | 0 | |
| reliquat an 1 | | | | | 25 257 | 25 257 | 25 257 | | 37 346 | 37346 | 37346 | 0% |
| EDEN | | | | | | 3 000 | 3 000 | | 3 000 | 5896 | 5896 | 0% |
| Aventis SYNTHELABO | | | | | | 1 500 | 1 500 | | | 2500 | 2500 | 0% |
| Nestlé bretagne | | | | | | 1 000 | 1 000 | | | | | |
| Corridor | | | | | | | | | 34 774 | 34 774 | 28 103 | -19% |
| IUCN | | | | | | | | | 2 950 | 11 339 | 11 339 | 0% |
| AIMF | | | | | | | 0 | | | 5 669 | 1 000 | -82% |
| sous total 1 | 99 529 | 77 759 | 77 759 | 72 088 | 105 351 | 66 209 | 66 209 | 90 383 | 148 432 | 132 150 | 120 810 | -9% |
| 1.2 Valorisations | | | | | | | | | | | | |
| sous total 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 1.3 Ressources propres d'origine publique | | | | | | | | | | | | |
| SEDIF* | 61 000 | 43 000 | 30 000 | 25 000 | 86 000 | 77 400 | 77 400 | | 8 600 | 3 832 | 3 832 | 0% |
| Mairie Mopti | | | | | | 4 480 | 4 480 | | 4 480 | 0 | 0 | |
| SIAC | 31 300 | 0 | 0 | 36 924 | 25 000 | 0 | 0 | 34 112 | 0 | 0 | 0 | |
| Communauté d'Agglomérations St Quentin * | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 0% |
| Ville de Maurepas * | 16 500 | 16 500 | 16 500 | 16 500 | 16 500 | 16 500 | 16 500 | 16 500 | 16 500 | 19 000 | 19 000 | 0% |
| Ville de Coignières * | 5 530 | 5 530 | 5 530 | 5 530 | 5 530 | 5 530 | 5 530 | 5 530 | 5 530 | 5 530 | 5 530 | 0% |
| Conseil Général des Yvelines* | 10 671 | 10 750 | 10 750 | 10 000 | 12 600 | 12 600 | 12 600 | 12 600 | 12 600 | 12 600 | 12 100 | -4% |
| Conseil régional IDF | | | | | | | | | 12 500 | 0 | 0 | |
| UNICEF | 25 490 | 0 | 0 | 33 490 | 19 186 | 23 009 | 4 868 | 29 490 | 41 161 | 133 757 | 105 113 | -21% |
| USAID / PGP * | 41 161 | 51 998 | 46 551 | 41 161 | 49 469 | 43 491 | 43 491 | 41 161 | 41 161 | 38 019 | 32 632 | -14% |
| ONUFEMMES * | 15 245 | 14 210 | 7 400 | 15 245 | 81 276 | 53 204 | 43 000 | 15 245 | 30 166 | 134 952 | 93 303 | -31% |
| PMR/FIDA | | | | | | 10 336 | 1 336 | | 38 112 | 33 758 | 30 300 | -10% |
| Agence des eaux Seine Normand | 13 752 | 0 | 0 | 33 926 | 0 | 0 | 0 | 29 577 | 63 378 | 0 | 0 | |
| CNASEA | | 7 240 | 7 240 | | | | | | | | | |
| sous total 3 | 260 649 | 189 228 | 163 971 | 247 776 | 332 961 | 286 551 | 249 205 | 211 615 | 314 188 | 421 448 | 341 810 | -19% |
| 1.4 Emprunts | | | | | | | | | | | | |
| sous total 4 | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL RESSOURCES PROPRES | 360 178 | 266 987 | 241 730 | 319 864 | 438 312 | 352 760 | 315 414 | 301 998 | 462 620 | 553 598 | 462 620 | -16% |
| 2. Contribution AFD | 239 900 | 239 900 | 239 900 | 259 163 | 259 163 | 259 163 | 259 163 | 278 427 | 278 427 | 278 427 | 278 427 | 0% |
| AFD | | | | | | 0 | 0 | | | | | |
| TOTAL | 239 900 | 239 900 | 239 900 | 259 163 | 259 163 | 259 163 | 259 163 | 278 427 | 278 427 | 278 427 | 278 427 | 0% |
| TOTAL GENERAL DES RESSOURCES | 600 078 | 506 887 | 481 630 | 579 027 | 697 475 | 611 923 | 574 577 | 580 425 | 741 047 | 832 025 | 741 047 | -11% |

| Compte-rendu annuel des dépenses | | Convention AFD CML 1274-01 | | | | | | | | | | |
|---|---|---|----------------------------|--------------------------------------|---|---------------------------|----------------------------|---------------------------------------|---|---------------------------|----------------------------|---------------------------------------|
| Date: 10/10/2013 Nom: J.Péguet Signature: | | Compte rendu financier annuel des dépenses AN 3 | | | | | | | | | | |
| N° | Rubriques | a | b | c | d | e | f | g | h | i | j | k |
| | | Dépenses prévisionnelles initiales convention Année 1 | Dépenses réalisées Année 1 | Variation Année 1 réalisé/prévu en % | Dépenses prévisionnelles initiales convention Année 2 | Dépenses révisées Année 2 | Dépenses réalisées Année 2 | Variation Année 2 révisé/réalisé en % | Dépenses prévisionnelles initiales convention Année 3 | Dépenses révisées Année 3 | Dépenses réalisées Année 3 | Variation Année 3 révisé/réalisé en % |
| | 1 Etudes | 6 860 | 6 922 | 1% | 4 573 | 13 977 | 17 009 | 22% | 48 112 | 48 112 | 17 762 | -63% |
| | 1.1 Montage du projet | 2 287 | 2 287 | 0% | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | | |
| | 1.2 Missions de suivi et d'appui technique | 3 811 | 4 636 | 22% | 3 811 | 6 215 | 6 783 | 9% | 3 811 | 5 200 | 5 122 | -2% |
| | 1.3 Evaluation interne et externe | 762 | 0 | -100% | 762 | 7 762 | 7 453 | -4% | 23 630 | 28 500 | 6 040 | -79% |
| | 1.4 Audit externe | | 0 | | 0 | 0 | 2 773 | | 20 671 | 14 412 | 6 600 | -54% |
| | 2 Personnel (salaires et charges) | 140 207 | 147 725 | 5% | 140 207 | 156 290 | 164 131 | 5% | 140 207 | 191 830 | 199 854 | 4% |
| | 2.1 1 chargés de mission en France | 22 867 | 38 877 | 70% | 22 867 | 46 854 | 53 592 | 14% | 22 867 | 66 990 | 75 434 | 13% |
| | 2.2 1 secrétaire en France | 14 635 | 8 372 | -43% | 14 635 | 6 732 | 8 100 | 20% | 14 635 | 10 125 | 10 250 | 1% |
| | 2.3 1 professionnel expatrié français (vol) | 13 720 | 13 555 | -1% | 13 720 | 13 720 | 13 157 | -4% | 13 720 | 3 430 | 3 843 | 12% |
| | 2.4 1 coordinateur terrain | 16 922 | 19 742 | 17% | 16 922 | 16 922 | 18 332 | 8% | 16 922 | 21 165 | 21 152 | 0% |
| | 2.5 3 professionnels maliens bac+(5-7) | 24 697 | 24 708 | 0% | 24 697 | 24 697 | 26 755 | 8% | 24 697 | 30 885 | 32 015 | 4% |
| | 2.6 4 professionnels maliens bac + (2-4) | 14 635 | 11 906 | -19% | 14 635 | 14 635 | 14 170 | -3% | 14 635 | 18 300 | 19 666 | 7% |
| | 2.7 4 animateurs | 10 976 | 8 687 | -21% | 10 976 | 10 976 | 10 801 | -2% | 10 976 | 13 725 | 12 919 | -6% |
| | 2.8 5 agents de soutien | 5 793 | 4 077 | -30% | 5 793 | 5 793 | 4 360 | -25% | 5 793 | 7 245 | 7 745 | 7% |
| | 2.9 charges sociales salariales | 15 961 | 17 802 | 12% | 15 961 | 15 961 | 14 864 | -7% | 15 961 | 19 965 | 16 830 | -16% |
| | 3. Equipement | 38 900 | 17 140 | -56% | 42 076 | 12 052 | 12 639 | 5% | 16 159 | 40 222 | 44 935 | 12% |
| | 3.1 Extension local bureaux | 22 867 | 0 | -100% | 0 | 0 | 0 | | 0 | 10 000 | 10 400 | 4% |
| | 3.2 fourniture bureau /frais documentation | 4 573 | 4 613 | 1% | 4 573 | 4 573 | 5 024 | 10% | 4 573 | 6 000 | 5 610 | -7% |
| | 3.3 outils de communication relation public | 3 837 | 4 182 | 9% | 3 964 | 3 964 | 4 000 | 1% | 3 964 | 4 100 | 3 916 | -4% |
| | 3.4 achat vehicule 4X4 tout terrain | 0 | 0 | | 25 916 | 0 | 0 | | 0 | 12 500 | 18 000 | 44% |
| | 3.5 carburant et entretien des véhicules | 7 622 | 8 345 | 9% | 7 622 | 3 515 | 3 615 | 3% | 7 622 | 7 622 | 7 009 | -8% |
| | 4. Activités (voir détail ci-joint) | 346 270 | 250 465 | -28% | 324 331 | 432 102 | 327 280 | -24% | 318 107 | 422 929 | 448 559 | 6% |
| | 4.1 Formation continue personnel de terrain | 10 671 | 6 459 | -39% | 10 671 | 14 884 | 5 575 | -63% | 10 671 | 19 980 | 16 980 | -15% |
| | 4.2 santé | 121 410 | 75 367 | -38% | 120 541 | 166 584 | 97 678 | -41% | 117 263 | 186 370 | 187 624 | 1% |
| | 4.3 Education Formation | 48 750 | 35 955 | -26% | 41 051 | 53 846 | 27 719 | -49% | 45 625 | 71 920 | 69 338 | -4% |
| | 4.4 Developpement social et decentralisat | 151 719 | 123 620 | -19% | 138 347 | 188 056 | 187 688 | 0% | 130 827 | 130 827 | 163 449 | 25% |
| | 4.5 sensibilisation en France (EAD) | 13 720 | 9 064 | -34% | 13 720 | 8 732 | 8 620 | -1% | 13 720 | 13 832 | 11 168 | -19% |
| | 5. Divers et imprévus | 15 245 | 15 245 | 0% | 15 245 | 15 245 | 8 658 | -43% | 5 245 | 11 375 | 3 358 | -70% |
| | Sous total 1 | 547 483 | 437 498 | -20% | 526 432 | 629 666 | 529 717 | -16% | 527 830 | 714 468 | 714 468 | 0% |
| | B COÛTS INDIRECTS | | | | | | | | | | | |
| | Frais administratifs | 52 595 | 44 132 | -16% | 52 595 | 67 809 | 44 860 | -34% | 52 595 | 26 579 | 26 579 | 0% |
| | Sous total 2 | 52 595 | 44 132 | -16% | 52 595 | 67 809 | 44 860 | -34% | 52 595 | 26 579 | 26 579 | 0% |
| | TOTAL GENERAL | 600 078 | 481 630 | -20% | 579 027 | 697 475 | 574 577 | -18% | 580 425 | 741 047 | 741 047 | 0% |

Analyse et commentaire des recettes

La recette totale en année 3 a atteint 832 025 euros sur 741 047 euros attendus

Au 30 juin les ressources consommées ont atteint 741 047 euros soit 100% des recettes attendues

Cette recette est répartie comme suit :

120 810 € au titre des ressources propres d'origine privée
341 810 € au titre des ressources propres d'origine publiques
278 427 € au titre de la contribution de l'AFD

Des variations budgétaires sont survenues dans cette 3^{ème} année. Nous vous avons fait part de ces variations par courrier datée du 27/02/2013, variations que vous avez acceptées.

UNICEF - USAID/PGP – ONUFEMMES : certaines activités ont été suspendues à cause de la ruse politique et de l'occupation d'une partie de notre zone d'intervention

Analyse et commentaire des dépenses

1-3 et 1-4 : les postes relatifs aux évaluations et à l'audit externe ont enregistré un faible taux de dépenses dû à l'économie réalisée en faisant appel à des cabinets d'audits maliens et non français, en raison de la crise politique

2-1 : Une augmentation du temps de travail du chargé de mission en France explique cet écart de salaire

2-3 : Il a fallu verser des indemnités de rupture de contrat à l'expatriée rentrée en France en raison de la situation de crise au Mali

2-9 : Les charges sur salaires au Mali n'ont pas été réglées en temps voulu

3-4 : Un véhicule d'occasion avait été prévu ; mais pour une plus grande sécurité un véhicule neuf low cost a été préféré

4-1 : Les agents n'ont pas suivi toutes les formations prévues étant donné le contexte d'insécurité qui régnait au Mali

4-4 : En An3 un accent tout particulier a été mis sur le développement social et la décentralisation, afin de pouvoir réaliser toutes les activités prévues et combler les retards de l'An1

4-5 : La prévision des dépenses pour l'EAD est inférieure à ce qui était prévu du fait que les activités ont été réalisées par des bénévoles

Divers et imprévus : Ce poste n'a pas été beaucoup sollicité

C/ COMPTE RENDU DES VALORISATIONS EN RESSOURCES ET EN DEPENSES DE LA TRANCHE ECOULEE

| N° | Origine et détail des dépenses | MODE DE CALCUL | Total en € - Tranche..... |
|-----|--|----------------|---------------------------|
| 1.1 | Valorisations d'origine privée - - - - | | |
| 1.2 | Valorisations d'origine publique - - - - | | |
| 1.3 | Bénévolat | | |
| | TOTAL GENERAL DES DEPENSES VALORISEES | | € |

| N° | Origine et détail des ressources | MODE DE CALCUL | Total en € - Tranche..... |
|-----|--|----------------|---------------------------|
| 1.1 | Valorisations d'origine privée - - - - | | |
| 1.2 | Valorisations d'origine publique - - - - | | |
| 1.3 | Bénévolat | | |
| | TOTAL GENERAL DES RESSOURCES VALORISEES | | € |